



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Est
Direction de l'Administration Générale et des Finances
Bureau de la Commande Publique

**Remplacement de portes d'entrée et boîtes aux lettres et pose
d'interphone
Désamiantage et réfection d'une toiture
Casernes de Belfort (90)**

CCTP Lot 2

GÉNÉRALITÉS

1) OBJET DU PRÉSENT DOSSIER :

Les articles suivants du descriptif déterminent les caractéristiques et les limites des fournitures et des travaux à exécuter par l'Entrepreneur pour le présent lot.

Il reste entendu que l'entrepreneur doit une fourniture et une exécution totale et complète, l'installation devant être livrée en parfait état de fonctionnement.

Le document descriptif ainsi que le cadre de détail quantitatif et estimatif définissent les ouvrages et leurs limites. En cas d'incertitude, l'Entrepreneur devra demander complément d'information au représentant du Maître d'Œuvre avant sa remise de prix et ne pourra se retrancher derrière sa méconnaissance des travaux à exécuter.

L'Entrepreneur est tenu de s'assurer du parfait achèvement de ses installations, sachant que le descriptif et le cadre de détail quantitatif et estimatif annexé ne sont en rien limitatifs et ne peuvent en aucune façon déroger aux règles de l'Art. De ce fait, l'Entrepreneur ne pourra prétendre à aucun règlement en plus-value, ni se déroger devant l'obligation de conformité des installations.

L'Entrepreneur sera à même de pallier à toute erreur ou omission du fait de sa qualification et devra les signaler au moment de sa remise de prix.

NOTAS

Le système préconisé servant de base de descriptif, il est bien entendu que l'Entrepreneur du présent lot pourra proposer un système équivalent ou de même performance suivant les mêmes contraintes.

Le procédé proposé devra posséder un Avis Technique et devra être conforme à la réglementation en vigueur.

INTERVENTION

L'Entrepreneur s'assurera au moins 10 jours avant le début de son intervention, de l'état du chantier. Elle prendra toutes dispositions pour l'approvisionnement et le stockage de ses matériaux.

Elle réceptionnera les supports en présence de (ou des) l'Entreprise(s) responsable(s) de ceux-ci.

Les locaux seront en état de propreté permettant l'exécution de ses travaux. Si ce n'était pas le cas, l'Entrepreneur en aviserait le Maître d'Œuvre.

Ces différentes actions auront lieu avant intervention de l'entreprise. Dans le cas contraire, l'Entrepreneur du présent lot sera responsable du retard pris sur le démarrage de son intervention.

RÈGLES GÉNÉRALES

Le titulaire du présent lot est tenu, et ce dès qu'il est en possession de sa commande, de donner aux titulaires des autres lots, toutes les indications relatives à ses attentes et à ses besoins, faute de quoi, il supportera les frais afférents à la réalisation de ces travaux.

CONNAISSANCES DES LIEUX

L'entreprise est réputée :

- Avoir procédé à une visite détaillée du site et avoir pris parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès, aux stationnements et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains, ainsi qu'aux conditions possibles de stockage du site,
- Avoir apprécié l'exécution des travaux ainsi que l'organisation et le fonctionnement du chantier en fonction de la période d'exécution des travaux fixée par le planning,
- Avoir examiné toutes les indications des documents du dossier de consultation et s'être assuré qu'elles sont suffisantes et concordantes,
- Avoir pris connaissance des diagnostics existants du bâtiment,
- Avoir pris connaissance du dossier de consultation des autres lots.

Normes et réglementation

Préambule aux opérations de désamiantage

Dans le cadre de ce marché, il sera fait application de l'arrêté du 08 avril 2013, relatif aux

règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait des matériaux contenant de l'amiante.

Il est rappelé à l'entreprise qu'elle se doit de respecter la réglementation en vigueur

concernant le suivi médical des employés réalisant des travaux relatifs à des matériaux

contenant de l'amiante, ainsi que le Code du Travail.

Au terme de l'ensemble de la réglementation, et notamment de l'Article 4 bis du décret n°

92-634 du 6 Juillet 1992 rappelé par le décret n°96-98 du 7 Février 1996, un plan de retrait

doit être établi et transmis, par l'entreprise, à l'inspection du travail ainsi qu'aux services

de prévention de la CRAM, après avis du CHSCT de l'entreprise.

Ce plan de retrait des matériaux contenant de l'amiante devra préciser sans ambiguïté les

précautions et les modes opératoires avant, pendant et après l'intervention selon le décret

du 6 Juillet 1992.

Cette démarche aboutira à l'obtention des autorisations administratives nécessaires

auprès des autorités compétentes dans un délai de 1 mois à compter de la transmission du

document.

Le titulaire fera diligence auprès des administrations afin d'assurer le démarrage des

travaux dans le respect des délais impartis.

Textes et normes

Code du travail,

Code de la santé publique,

Réglementation amiante

- o Norme NF-X et NF-EN en vigueur,

- o Norme NFX 43-050 : détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission analytique,

- o Norme NFX 43-269 : prescriptions concernant le contrôle technique de l'atmosphère inhalée par un travailleur exposé à l'action des poussières d'amiante.

Directive européenne n° 83/477/CEE du 19 mars 1983 concernant la protection des travailleurs contre les risques de l'exposition à l'amiante, modifiée par la directive n°

91/382/CEE du 25 juin 1991,

Décret n° 88-466 du 28 août 1988 relatif à l'étiquetage des produits contenant de l'amiante,

Circulaire du 27 janvier 1993 relative au plan de retrait d'amiante,

Décret n° 94-614 du 26 juillet 1994 modifiant les dispositions relatives aux produits contenant de l'amiante (décret du 20.03.78),

Décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante, modifié par le n° 96-1132 du 24 décembre 1997 et par le décret n° 97-1219 du 26 décembre 1997,

Arrêté du 4 avril 1996,

Arrêté du 26 décembre 1997 modifiant l'arrêté du 14 mai 1996,

Loi n° 96-452 du 28 mai 1996 article 39,

Loi n° 96-452 du 28 mai 1996,

Arrêté du 6 décembre 1996,

Décret n° 96-1132 du 24 décembre 1996 modifiant le décret du 7 février 1996,

Circulaire du 9 janvier 1997 (environnement) relative à l'élimination des déchets d'amiante,

Arrêté du 14 mai 1996 modifié par l'arrêté du 26 décembre 1997,

Décret n° 97-1219 du 26 décembre 1997 modifiant le décret n° 96-98 du 7 février 1996

modifié,

Circulaire DRT 98/10 du 5 novembre 1998 (emploi) relative aux modalités d'application

des dispositions relatives à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante,

Décret n° 2001-840 du 13 Septembre 2001 modifiant le décret n° 96-97 du 7 Février 1996,

Circulaire DGS/VS3/DGUHC/QC1/DPPR/BGTD n° 98-58 du 25 septembre 1998,

Décret prévention n° 2003-462 du 21/05/2003 Code de la Santé Publique,

Décret n° 2006-761 du 30/06/2006 relatif à la protection des travailleurs,

Arrêté du 22 février 2007 relatif au retrait d'amiante non friable à risques particuliers,

Décret du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis,

Arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures

d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis,
Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la
prévention des risques liés à l'amiante,
Décret N°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques amiante d'exposition à l'amiante,
Arrête du 14 août 2012 relatif aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite
d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des
organismes procédant à ces mesurages,
Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation
des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport
de repérage,
Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation
des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage,
Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au
contenu de la fiche récapitulative du dossier technique amiante,
Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements
de protection individuelle (EPI) utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante,
Arrêté du 8 avril 2013 (applicable au 01/07/2013) relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par
les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante,
Circulaire du 15 mai 2013 sur la gestion des travaux sur des enrobés amiantés ou pouvant contenir de l'amiante,
Décret du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante (le délai de mise en
conformité avec l'obligation de certification et d'accréditation est reporté au 1er juillet
2014),
Les Cahiers des Charges et Avis Techniques de mise en œuvre des fabricants des matériaux utilisés,
Loi n° 75.633 du 15 Juillet 1975 modifiée, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
Loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
Décret n° 77-974 du 19 août 1977 relatif à l'élimination des déchets,
Loi n° 92.646 du 13 Juillet 1992 modifiée, relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement,
Loi n° 95.101 du 2 Février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement,

Le Décret n° 65-48 du 8 Janvier 1965 complété et modifié, pour la mise en place et l'utilisation des échafaudages.

Les ouvrages devront être conformes aux règles générales de construction détaillées dans

les décrets et arrêtés ci-dessous. Cette liste n'étant pas exhaustive.

Code du Travail titre IV,

Loi 75/663 du 15 juillet 1975 modifié par la loi N°92 -6646 du 13 juillet 1992,

Arrêté du 4 janvier 1985,

Décret N°94-609 du 13 juillet 1994 (annexe3),

Circulaire 15 février 2000 (planification de la gestion des déchets),

DTU 40 Couverture et toiture,

DTU 43 Etanchéité des toitures,

DTU 24.1 Conception et de mise en œuvre des conduits de fumée,

Arrêté du 22/10/1969 (conduit de fumée),

Arrêté du 31/05/2005 et circulaire du 24/06/2008 (Loi sur l'air et obligation d'un conduit de fumée),

Décret du 27/11/2008 et arrêté du 23/02/2009 (prévention des intoxications au CO),

Arrêté du 2/08/1977 (installations de gaz),

Arrêté du 23/6/1978 (installations fixes de chauffage et d'eau chaude sanitaire),

Les fascicules applicables aux marchés de travaux en particulier les fascicules 23-24-26-27-31-32 (Ces fascicules bien que non joints au présent CCTP sont réputés connus des entreprises), les DTU, les NF DTU, les cahiers de prescriptions technique, les règles de calcul en vigueur.

Le présent descriptif est établi en accord avec les normes et règlements en vigueur, et plus

particulièrement, en conformité avec les spécifications des normes et documents ci-après.

Les entrepreneurs sont donc tenus de respecter toutes les prescriptions de ces documents, ainsi que toutes stipulations des lois, décrets, applicables aux travaux

décrits ci-après et ne pourront prétendre à aucune indemnité ou plus-value pour les

travaux de réfection, montage et démontage, résultant de la mise en conformité de ses

ouvrages avec les textes de normes et règlements en vigueur.

Conformité aux normes

Dans l'éventualité où de nouvelles réglementations ou modifications de normes interviendraient en cours d'opération, l'entreprise est tenue d'informer le Maître d'Ouvrage des incidences de ces textes sur le projet en cours, et de proposer toute modification du projet qu'impliquerait leur prise en compte.

Règles pour la protection des travailleurs

L'entreprise devra présenter obligatoirement les titres

d'habilitation des employés prévus pour réaliser ces travaux conformément au décret du 4

mai de 2012.

Certification 1513 amiante friable,

Certification 1512 amiante non friable,
Certification COFRAC,
Attestation de formation à la sécurité spécifique amiante mentionnant leur qualification en désamiantage suivant le décret du 23 février 2012.
L'entreprise fournira une liste exhaustive du personnel intervenant sur le chantier, toute personne non mentionnée dans cette liste sera exclue de ce chantier.

TRAVAUX À RÉALISER

1 Désamiantage de la toiture :

1.1 Plan de retrait

L'entreprise sera en charge de la rédaction du plan de retrait amiante un mois avant le début des travaux. Ce plan de retrait devra comporter les obligations suivantes :

Information des travailleurs qui interviennent sur le chantier par rapport aux protections individuelles et collectives à mettre en place par l'entreprise pour éviter les risques d'inhalation de l'amiante.

Mise en place d'un dispositif de sécurité pour éviter la propagation des fibres d'amiante en dehors du chantier.

Réduction ou suppression de la dispersion et de l'émission des poussières d'amiante pendant les différents travaux de repérage, de retrait et de confinement.

Garantir le parfait achèvement des travaux et l'absence totale des fibres d'amiante dans l'air après les travaux.

Conformément au code du travail, l'entreprise sera en charge de la transmission du dit document à :

L'OPPBTP (Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics),

La CRAM (Caisse Régionale d'Assurance Maladie),

L'Inspection du travail.

1.2 Installation de chantier

L'entreprise mettra en place une installation de chantier pendant toute la durée de l'intervention. Le périmètre sera entouré par des barrières type « Heras ».

Un affichage réglementaire sera apposé.

Aucun travail ne pourra débuter sans validation du plan de retrait.

1.3 Dépose de la toiture amiante :

L'entreprise procédera à la dépose de la totalité de la toiture en fibro ciment amianté, les éléments de rive (couvre joint, étanchéité, colle, vis, rive ...) et les conduits de fluide conformément au plan de retrait .

La toiture est constituée de plaques ondulées en fibrociment amiantées vissées sur les éléments de toiture.

L'entreprise favorisera la dépose sans découpe, sans casse. Les plaques seront évacuées dans une benne dédiée aux matériaux amiantés et libellée en tant que telle.

L'entreprise évacuera la totalité de la laine de roche servant d'isolation sous toiture.

La totalité des déchets (plaque fibrociment, laine de verre ...etc.) sera évacuée dans une benne dédiée aux transports de ces matières dangereuses. Le transporteur sera habilité aux transports de déchets amiantés du lieu de dépose au lieu de stockage.

L'entreprise mettra en place un périmètre de sécurité avec des barrières type « HERAS » autour des zones à désamianter.

Les barrières seront renforcées par des jambes de forces afin de résister au vent et exemptes de toile pouvant faire obstacle au vent.

En raison des conditions climatiques (en particulier orage, pluie, vent, ...) l'entreprise prévoira des mesures de protection, du type toile plastique ou équivalent, pour conserver l'étanchéité de la toiture pendant l'opération.

1.4 Réfection toiture :

Fourniture et pose d'une ossature complémentaire pour fixation sur la charpente métallique existante.

La repose d'une toiture en bac acier type 4.250.35 la face extérieure sera de couleur grise RAL 8012 sauf avis contraire de la mairie.

L'étanchéité avec les extensions, mise en place de solins,

La fourniture et pose de nouvelles gouttières et chenaux.